

la nouvelle **ACTION FRANÇAISE**

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - NOUVELLE SERIE - N° 30 - 1 FRANC - 24-11-1971

LA RÉPUBLIQUE DES CHARLATANS

Tout va bien pour le moment, si l'on en croit ceux qui, d'une manière ou d'une autre, participent au gouvernement du pays. M. Frey est satisfait de la réforme régionale et M. Pompidou refuse de considérer avec pessimisme l'avenir de la région parisienne. Quant à Edgar Faure, il est très content de lui : N'a-t-il pas eu la magnifique idée de rendre vie au Parlement ?

Inconscience ou cynisme ? On peut se poser la question quand on sait que, comme le rappelait Le Monde, cinquante et un projets relatifs à l'organisation régionale ont été préparés en un siècle sans que la centralisation en ait été affectée. Et la nouvelle réforme régionale, entièrement montée en trompe-l'œil n'aura certainement pas plus de conséquences bénéfiques que les précédentes. La centralisation demeurera ce qu'elle était et le développement de la région parisienne ne fera que s'accroître.

Le président de la République, qui parcourait la semaine dernière la banlieue de la capitale, ne semblait guère s'en émouvoir. Il s'agit pour lui de laisser se prolonger les tendances du passé, donc de

« soumettre Paris à l'automobile » et de « renoncer à un certain esthétisme ». Et si les gens ne sont pas contents, c'est à cause de leur manque de discipline !

Il serait facile de répondre que le gouvernement devrait donner l'exemple en disciplinant les groupes de pression et en contrôlant la croissance de Paris. Mais il est inutile de rappeler à Pompidou cette évidence, et c'est perdre son temps que de rappeler à Roger Frey ou à Edgar Faure les enseignements de l'histoire. Les uns et les autres se soucient peu de construire une France humaine et prospère. Comme des bonimenteurs de foire, ils se préoccupent uniquement de vendre leurs réformettes comme de la vulgaire camelote. C'est que les élections approchent à grands pas. Peu importe ce que l'on dit et ce que l'on fait, pourvu que discours et actes fassent illusion jusqu'au scrutin. Mais le procédé commence à être trop connu. L'électeur commence à appeler tout bas « charlatans » ceux qui se parent du titre de réformateurs. Il est possible qu'il s'en débarrasse un jour autrement que par le bulletin de vote.

N.A.F.

F.O. : Beaucoup de bruit pour rien

La semaine dernière s'est tenu à la Mutualité, quatre jours durant, le 11^e Congrès de la C.G.T.-F.O. Une large banderole, « mieux être dans la liberté », une assistance nombreuse, une ambiance chaude, parfois même passionnée, formaient la toile de fond de ce Congrès qui se proposait, après le bilan d'activité, d'étudier le syndicalisme dans la société.

C'est le secrétaire général de la Confédération, M. A. Bergeron, qui ouvrait les débats en présentant le rapport moral. Très sûr de lui, M. Bergeron retraçait les grandes lignes du combat F.O. depuis le dernier référendum, accordant à sa centrale un large satisfecit sur les nombreux accords obtenus ces dernières années avec le patronat — en particulier sur la « grande importance » de l'accord intervenu récemment dans la fonction publique. Abordant ensuite les relations intersyndicales, l'orateur réaffirmait l'opposition de F.O. vis-à-vis de la C.G.T. et critiquait violemment la C.F.D.T., « ces donneurs de leçons » qui veulent dénaturer le syndicalisme par de « fumeuses idéologies ». Quant aux rapports avec les autres syndicats, C.G.C., C.F.T.C., F.E.N., M. Bergeron assurait qu'ils étaient de « bon ton ». La fin de son discours insistait sur la notion de responsabilité et le choix que celle-ci impliquait : « Nous savons que la liberté totale, absolue, n'existe pas. Puissions-nous avoir la sagesse d'accepter ce qui est nécessaire, le courage de combattre ce qui est oppressif et la lucidité de discerner l'un de l'autre. »

Rapport positif, telle semblait être aussi l'opinion des délégués, qui devaient par la suite l'adopter avec une écrasante majorité (90 % des mandats).

Après les rapports financiers, le Congrès abordait le thème général, « le syndicalisme dans la société », par un exposé de M. Ventejol, membre du bureau confédéral. A travers une étude superficielle — trop superficielle — des différents aspects du syndicalisme en 1971, il apparaissait aux dires de l'orateur que le progrès, s'il était à l'origine du niveau de vie et du développement des techniques, avait également engendré beaucoup de « tares », en premier lieu l'autoritarisme et les pratiques révolutionnaires. Face à cet état, Force Ouvrière se devait de rejeter la seule contestation, proposer des solutions, « être une force de

novation et de contrôle », à la recherche d'une troisième voie entre le capitalisme dit libéral — tel en France — et le capitalisme d'Etat — celui de l'U.R.S.S. ou celui vers lequel tend la finalité de la C.G.T.

Mais quelle est cette troisième voie ? c'est une question, la question que ce texte se révèle incapable de résoudre. Une faiblesse qui n'a pas échappé à l'assistance, particulièrement aux minorités opposées à l'actuelle direction de la centrale. Dans une ambiance devenue soudain houleuse, celles-ci prenaient alors la parole. D'abord en la personne de M. Hébert (tendance anarchiste), qui dénonçait l'intégration des syndicats à l'Etat ou la perte de l'indépendance syndicale. Ensuite par le porte-parole de la Fédération de la Chimie, M. Labi, qui se lançait dans une violente diatribe contre la politique de M. Bergeron (« la faiblesse de notre C.G.T.-F.O. est de travailler au jour le jour »). Il proposait aux délégués — le conspuant et clamant le nom de Bergeron — son projet de manifeste pour un « syndicalisme de combat et une société socialiste » par l'auto-gestion des entreprises : « Il convient d'assurer la gestion économique de bas en haut, par des conseillers gestionnaires, par le pouvoir ouvrier... »

Le calme revenu, M. Ventejol montait de nouveau à la tribune pour défendre une dernière fois le projet du bureau. C'est en faisant appel au socialisme de Jaurès et « avant tout à la liberté de l'homme » qu'il invitait les congressistes à se prononcer. Ceux-ci devaient, comme on pouvait s'y attendre, abonder en son sens.

L'ESCROQUERIE DE L'APOLITISME

L'impression première de ce 11^e Congrès Force Ouvrière, est un refus conscient ou inconscient d'aborder le fond du problème syndical. J'ai entendu de belles théories sur l'homme, sa liberté, mais jamais le vrai problème du travailleur, du militant F.O., n'a été vraiment abordé, le travail des congressistes étant toujours resté superficiel. M. Bergeron et ses amis peuvent se féliciter de la bonne santé de Force Ouvrière — ils revendiquent plus de huit cent mille adhérents — mais peuvent-ils expliquer en quoi consiste cette troisième voie miracle, comment ils entendent défendre les

intérêts français, l'emploi, en prenant une intégration dans « des perspectives européennes » alors qu'ils sont incapables de définir leur combat dans une « perspective française » ? (1).

Il semble bien d'ailleurs que si un flou certain est délibérément maintenu dans les options confédérales, c'est surtout parce qu'un engagement plus précis risquerait de semer des dissensions dans la centrale et de réveiller le démon idéologique qui sommeille dans chaque militant syndicaliste ; aussi, parce que, politisé, le syndicalisme risquerait de renier ses propres finalités, soit dans l'opposition résolue, soit dans l'intégration. Ce sont là les arguments d'André Bergeron. Oui mais, l'intégration, F.O. n'est-elle pas en plein dedans ? Politique, par la force des choses, ne l'est-elle pas, et activement ? Bien sûr que si : tout comme M. Jourdain faisait de la prose sans le savoir, F.O. — et toutes les centrales — font de la politique sans l'avouer. L'apolitisme syndical est un leurre.

Est-ce irrémédiable ? Absolument, en démocratie. Le syndicalisme n'est que la démocratisation, c'est-à-dire la dénaturation, d'un phénomène réactionnaire : la prise de conscience par les travailleurs de leurs intérêts, et la volonté de les défendre. Tant que les institutions resteront démocratiques, c'est-à-dire intrinsèquement incapables de satisfaire ces intérêts, les syndicalistes sont contraints soit de lutter contre elles, tout au moins contre ses formes actuelles — acte politique, soit de pactiser avec elles — acte politique. On peut souhaiter autre chose, et d'autres préoccupations pour les travailleurs : les leurs propres, catégorielles et corporatives. C'est automatiquement souhaiter autre chose que la démocratie.

Or, la démocratie, F.O. y tient. M. Ventejol veut voir dans les troubles de la société contemporaine « l'apprentissage de la démocratie » ; car « la capacité dynamique, porteuse de réformes, de transformations et de progrès continu (2) ne peut s'exercer que dans un régime démocratique reconnaissant et respectant l'indépendance du syndicalisme ». M. Ventejol veut en quelque sorte « construire sous les bombardements ».

Laissons les « apprentis-démocrates » rêver au rond carré. Aucun plaidoyer ne nous attirera vers eux : le pays réel est décidément ailleurs que chez les parlementaires syndicaux.

Claude RICHARD
et Philippe DARTOIS.



L'AGE D'OR DU
MAURRASSISME

J. PAUGAM

Ed. DENOËL

Prix 35 F. (Franco 39 F.) - Commande à nos bureaux

(1) « La progression vers l'union économique et monétaire, aujourd'hui entravée, doit se poursuivre et aboutir rapidement à l'union politique sans laquelle la construction européenne demeurerait fragile et pourrait devenir la proie de nationalismes ressuscités. » (Rapport de G. Ventejol.)

(2) Le syndicalisme n'a pas à être dynamiseur, réformateur, transformateur, progressiste, etc. Ou alors, il est politique...

Légal

L'O.P.A. Fauriste sur le pouvoir

Dans le sésail gaulliste, le remue-ménage est grand. L'approche des élections fait, comme de juste, grincer les mandibules des grands crocodiles du marigot majoritaire cependant que la crise larvée du pays provoque un malaise certain. Après Vendroux et Fouchet, Jeanneney et Rousset viennent de claquer la porte de l'U.D.R... et l'eau trouble l'attirant toujours, Edgar Faure place ses pions.

LE FAURISME...

Le dimanche 14 novembre, trois mouvements de la gauche gaulliste (Union de la gauche V^e République de Philippe Decharre, Front Travailleiste et Démocratie et Travail) ont décidé de fusionner. Ce rassemblement, contrairement à celui des frères ennemis de l'Union travailleiste, entend demeurer dans la majorité mais en être l'aiguillon de gauche. Quatre mille adhérents, une dizaine de députés, un ministre, un secrétaire d'Etat nanti d'un scandale immobilier, voilà qui ne mérite guère la une des journaux, serait-on tenté de dire. Voire ! Au cours du congrès de fusion les gaullo-gauchards ont désigné comme président d'honneur et leader effectif du mouvement, Edgar Faure soi-même. Depuis son éviction du ministère de l'Education nationale en 1969, l'ami Edgar brûle de revenir au pouvoir. Mais pas comme ministre. Matignon lui semble un minimum pour 1973... en attendant l'Elysée. Depuis deux ans il entreprend un travail de termites dans la majorité. Son « Comité pour le nouveau contrat social » regroupe une soixantaine de députés gaullistes. Depuis une semaine le voici à la tête du Mouvement Socialiste par la participation.

Investi des fonctions de chef de file gauche de la majorité, Edgar Faure va, bien entendu, s'ingénier à faire figure de « penseur » du gaullisme, d'inventeur de réformes intelligentes destinées à « débloquer » la société. Il excelle dans l'art de dissimuler, sous des formules séduisantes, l'incohérence et la nocivité de ses projets. Ministre de l'Education nationale, il a séduit le temps d'un été une Assemblée unanime à voter sa loi d'orientation... avant de s'apercevoir moins de deux ans plus tard que la façade participationniste de celle-ci préservait la toute-puissance de la rue de Grenelle en introduisant en prime l'anarchie parlementaire dans les Universités.

... MALADIE VIBRIONNAIRE DU GAULLISME

Au lendemain de son élection, voici que Edgar Faure récidive. Il publie dans *Le Monde* un article invraisemblable par sa fumisterie. Il part de l'idée juste que la nation souveraine n'est en réalité guère associée aux décisions gouvernementales, que le peuple ignore tout du pourquoi des décisions prises dans l'anonymat d'un bureau, décisions qui ont pourtant de lourdes conséquences sur sa vie quotidienne. Et

pour remédier à cette situation, il propose... la revalorisation des fonctions du Parlement. Après avoir décrit la manière dont les députés sont en fait des rouages entre les mains des leaders des partis et des bureaux des commissions, il affirme sans rire qu'une réforme de la réglementation du temps de parole à l'Assemblée et la diffusion télévisée des débats permettra à la fois au public de contrôler l'action de ses mandataires et à ceux-ci, dégagés de la tyrannie de l'oligarchie politicienne, de se faire des contrôleurs plus efficaces de l'action des « bureaux ».

C'est ainsi sans doute que l'esprit vient aux filles, la probité à M. Rives-Henrys et le dégoût des affaires véreuses à l'ex-avocat des frères Willot. Ben voyons ! Un coup de télévision et les députés deviendront omniscients et aptes à suivre toutes les affaires dans leurs détours les plus secrets. Un bon débat public et les citoyens comprendront du premier coup les mécanismes du Marché Commun et les ressorts de la crise monétaire.

Bref, M. Edgar Faure raconte n'importe quoi, le sait et s'en moque. C'est avec d'aussi pauvres sophismes qu'il espère acquiescer une audience. L'ennui c'est que son calcul n'est pas faux. Face à une majorité

dont le conservatisme et la médiocrité intellectuelle sont à toute épreuve, le brillant illusionniste qu'est M. Faure risque de retrouver une influence accrue. Il pourrait être le fédérateur de tous ceux qui en parlant de réformes ne pensent qu'à replâtrer le régime. Tout aussi agité que J.-J. S.-S. mais plus calculateur que lui, il est capable de constituer demain un gouvernement allant de Lecanuet aux socialistes en englobant les leaders éclairés de l'U.D.R.

Pompidou est bien placé pour savoir comment l'on prépare une succession. Il voit donc d'un très mauvais œil ces manœuvres et a téléguidé Chirac aux assises strasbourgeoises du parti godillot pour s'opposer à la nomination d'un président de l'U.D.R., affirmant ainsi qu'il en est le seul maître. Il n'en reste pas moins que l'idéologue agité du « Nouveau contrat social » est devenu depuis huit jours le prétendant n° 1 à la succession de l'agré-gé-dilettante de l'Elysée. Nous nous ferons donc un plaisir de prendre pour tête de Turc privilégiée l'homme qui a liquidé la Sarre et le Maroc en 1955, l'Université en 1968-69, accumulé les ruines sur son passage... sauf, bien entendu, dans sa carrière d'avocat d'affaires.

Paul MAISONBLANCHE.

NAF TELEX

● **AGRICULTURE** : Soixante-dix orateurs inscrits au débat budgétaire... pour se faire citer par la presse régionale à quinze mois des élections. Les députés ruraux ont demandé des crédits pour la protection des végétaux et le marché de la viande, dénoncé les cataclysmes en Dordogne, la propagande anti-vin et la surproduction de pêches, proposé des distributions d'excédents aux vieux et aux Bengalis. Le ministre exalta l'union des villes et des campagnes, annonça que dans le Marché Commun l'agriculture française relèverait le défi britannique. Maintenant pour ce qui est de savoir quelle sera la place de la production agricole dans l'économie nationale et mondiale d'ici trente ans, consultez plutôt M^{me} Solleil et si vous n'êtes pas dégoûtés vous pouvez toujours suivre les débats au Sénat.

● **ARDENNES** : Ford, qui devait s'installer à Charleville l'an dernier, avait été finalement « incité », pour des raisons électorales que l'on sait, à s'établir près de Bordeaux. Mais il revient en prenant une participation de l'ordre de 50 % dans les établissements Richier (travaux publics) qui possèdent quatre usines dans les Ardennes employant 5.000 salariés. Ainsi l'économie ardennaise doit recourir pour survivre, à l'aide américaine qui est rarement désintéressée : la prise de participation de Ford chez Richier risque fort d'entraîner mutations, déclassements, licenciements, sans souci des intérêts des travailleurs ardennais. Quel avenu de faillite pour un régime

qui prétend assurer l'indépendance nationale !

● **AVOUES** : Un sénateur vient de rappeler à ceux qui l'avaient oublié l'article 17 de la déclaration des droits de l'homme à laquelle la Constitution de 1958 fait expressément référence. « Nul ne peut être exproprié sans une juste et préalable indemnité. »

Cette disposition rend anticonstitutionnel le projet de fusion de certaines professions judiciaires adopté par l'Assemblée, puisqu'il prévoit une indemnisation postérieure à la perte de la propriété des études par les avoués.

Si le Conseil Constitutionnel était saisi de la constitutionnalité de ce projet devenu loi en seconde lecture, il serait obligé de le déclarer anticonstitutionnel. Le gouvernement serait amené à prévoir une indemnisation préalable à la fusion des professions d'avoné et d'avocat. Comme le gouvernement n'a pas le premier sou pour payer la réforme et entend en faire supporter le coût aux justiciables, son projet serait renvoyé aux calendes grecques.

● **ACADEMIE** : Notre vieil adversaire Georges Izard vient d'être reçu au fauteuil de Henri Massis. Dans son discours, le récipiendaire, tout en rappelant tout ce qui le séparait de l'auteur de « Défense de l'Occident », a eu l'élégance de lui rendre un hommage entièrement dénué de fiel... chose rare chez un démocrate-chrétien.

Pays

Le triomphe des Jacobins

Depuis la conférence de presse du 23 septembre et l'équipée présidentielle en Bretagne, nous étions certains que le projet de réforme régionale serait d'une insignifiance à toute épreuve. Sa présentation nous a confirmés dans nos craintes. Du moins savons-nous maintenant la teneur exacte de la pseudo-réforme qui doit être notre cible privilégiée au cours des prochains mois.

✱

Pour présenter la réforme aux journalistes, nul n'était mieux qualifié que M. Frey, ministre d'Etat chargé de la réforme administrative : l'homme est habile, sait noyer les problèmes et possède une dose de cynisme comparable à celle du chef de l'Etat... ce qui est bien utile en la circonstance. Mais écoutons-le plutôt parler.

M. Frey a tout d'abord signalé que la réforme serait avant tout « souple, libérale et ouverte sur l'avenir... tellement souple même qu'elle en est invertébrée puisqu'elle « ne décharge l'Etat d'aucune de ses obligations », c'est-à-dire ne compte aucun transfert sérieux de compétences de l'Etat à la région. Tout au plus le projet permet-il aux régions « d'ajouter leurs efforts à ceux de l'Etat et des collectivités locales en participant au financement de certains équipements collectifs ou en réalisant elles-mêmes certains d'entre eux, en accord avec les collectivités concernées ». De la sorte, « la région pourra compléter l'action des autres, l'accélérer, l'encourager par ses propres apports ; aucune contrainte ne pèsera sur ses décisions ».

Et le ministre d'ajouter que cette action complémentaire de la région pourra aboutir à la mise en place « de zones industrielles, de grands équipements urbains, d'une bretelle d'autoroute, d'un établissement de formation professionnelle ».

Encore faut-il, pour libérer la région de toute contrainte dans son action, la doter de ressources financières. Dieu merci, la République immobilière y a pourvu : M. Frey a souligné que l'Etat, d'entrée, faisait un cadeau somptuaire aux régions. Il leur abandonne le produit de la taxe sur les permis de conduire, « ressource qui est loin d'être négligeable puisqu'elle représente, actuellement cinq milliards d'anciens francs pour l'ensemble du pays sans la région parisienne ». Vous avez bien lu : cinq milliards d'anciens francs, soit 0,03 % des recettes de l'Etat !... c'est-à-dire tout juste de quoi payer un paquet et demi de cigarettes par mois aux économiquement faibles de France !

Par ailleurs, la région peut ajouter des suppléments d'impôts perçus pour son compte à deux impôts d'Etat : la taxe sur les mutations

immobilières et la taxe sur les cartes grises, et percevoir une taxe régionale d'équipement. Mais ces suppléments ne sauraient excéder 100 milliards d'anciens francs pour l'ensemble des régions (Paris non compris), soit 0,5 % des recettes de l'Etat.

Autrement dit, la fiscalité régionale réduit les nouveaux établissements publics créés — on n'a même pas daigné faire de la région une collectivité locale dotée de la personnalité civile et morale — à l'impotence la plus totale... à moins que ceux-ci ne mendient de l'Etat des subventions qui seront accordées en fonction de leur docilité. M. Frey l'a d'ailleurs affirmé en déclarant : « L'Etat lui-même pourra, en fonction du développement (U.D.R. sans doute) des régions, leur transmettre des compétences nouvelles. »

Les conseillers régionaux seront, au demeurant, enclins à se faire les clients des partis de « l'establishment »... pour la bonne raison que la plupart d'entre eux appartiennent déjà à la classe politique. Le projet en effet prévoit que les parlementaires (députés et sénateurs) membres de droit des conseils, y occuperont entre 45 et 50 % des sièges et que les délégués des conseillers généraux, ces caporaux-chefs des partis, formeront 30 % du conseil.

Face à une escroquerie aussi grossière, il nous appartient plus que jamais de convier les régionalistes de tous les horizons à militer contre l'adoption de la réforme-croupion et à se battre pour l'instauration de conseils régionaux émanant des communes et « pays », dotés de la personnalité civile et morale, dirigés par des exécutifs régionaux élus par eux et ayant la haute main sur l'administration régionale. Ces conseils doivent être chargés de percevoir directement une partie importante des recettes fiscales prélevées actuellement par l'Etat et recevoir les attributions économiques, sociales et culturelles correspondantes, notamment en matière de planification.

L'Etat doit seulement garder des pouvoirs de contrôle « a posteriori » de la gestion régionale, par l'intermédiaire des préfets, d'arbitre entre planifications régionales trop contradictoires, de dépanneur temporaire des régions que la décentralisation ne suffirait pas à faire « décoller » immédiatement.

Revenir en commun, face à un Etat minimum mais fort, l'instauration d'un « pouvoir régional » dynamique mais qui ne donne cependant pas naissance à des féodalités dangereuses pour l'unité nationale, voilà ce que nous proposons aux régionalistes républicains et même socialistes. Et nous sommes sûrs que le cynisme de M. Pompidou aidera les plus lucides d'entre eux à comprendre que cette revendication se heurte aux impératifs électoraux d'un Etat démocratique qui, tirant une légitimité éphémère d'un suffrage universel versatile, est méfiant et jaloux à l'égard de toute institution indépendante de lui et susceptible d'influer sur le vote des citoyens.

Arnaud FABRE.

Paris : Pompidou entre Joseph Prudhomme et Alphonse Allais

M. Pompidou multiplie les « tournées des popotes » ces temps-ci. Après la Bretagne, il a entrepris jeudi dernier de visiter les six départements créés autour de Paris en 1964 à la place des anciennes Seine et Seine-et-Oise.

M. Pompidou, en faisant ce voyage, a dû vraisemblablement sentir son cœur battre d'une douce émotion paternelle. Il a conçu ces départements alors qu'il était Premier Ministre, avec l'aide de M. Delouvrier, Délégué général du District parisien. Et quel père ne se sent pas attendri en voyant ses enfants... même si ceux-ci ont l'allure de Frankenstein, ce qui est malheureusement le cas ?

Il est en effet difficile de trouver départements plus absurdes en France que ceux de la région parisienne ! Conçus soi-disant pour rapprocher l'administration de l'administré par la création de nouvelles préfectures périphériques, ces départements n'ont en réalité aucune unité. Les Hauts-de-Seine vont de Gennevilliers au nord de Paris, à Montrouge au sud de la Porte d'Orléans, la Seine-Saint-Denis de Saint-Denis à Montreuil. En même temps qu'on transférerait en banlieue les préfectures, on supprimerait les chemins de fer de petite et de grande ceinture, ce qui fait que pour aller de Gennevilliers à Nanterre, préfecture des Hauts-de-Seine, il faut prendre d'abord l'autobus ou le train de banlieue jusqu'à Clichy ou Saint-Lazare, puis le métro pour traverser Paris, enfin l'autobus jusqu'à Nanterre, c'est-à-dire perdre près d'une journée pour retirer un permis de conduire ou un extrait de naissance. Bravo !

Au demeurant, l'attraction des préfectures sur leur département est insignifiante à tous les points de vue. On voit mal ce que le Pantinois irait faire à Bobigny (Seine-Saint-Denis), l'habitant de Levallois à Nanterre, celui d'Ivry dans la ville-nouvelle de Créteil, chef-lieu du Val-de-Marne, ou celui d'Enghien à Pontoise. Et pour cause ! Les communes des départements satellites sont toutes des banlieues industrielles et des villes-dortoirs dont une grande partie des habitants travaille à Paris. La différenciation des fonctions qui structure une cité y est inconnue, les services tertiaires quasi inexistants. L'image de Maurras parlant du prolétaire « campé aux portes de la cité » prend ici une valeur saisissante. Et ce

Réel

INDE - PAKISTAN

UN FAUX DILEMME

ne sont pas les opérations immobilières récentes, telles celle de la place d'Italie, tendant à « rénover » les vieux quartiers de Paris en y installant des appartements onéreux, qui arrêteront le processus d'exode des petits salariés vers la périphérie.

Naturellement le flux et le reflux bi-quotidiens des travailleurs vers Paris avec l'engorgement de la circulation qu'ils créent, la hideur agressive des « grands ensembles » ou des maisons de briques, la pollution par les usines, rendent la vie banlieusarde atroce.

Face à cette situation, les municipalités sont débordées. De plus, la colonisation d'une bonne partie d'entre elles par le P.C. complique le problème : le Parti grève de lourdes patentes les entreprises dans ses fiefs et sacrifie l'infrastructure aux réalisations socio-culturelles dont l'impact publicitaire est plus grand. Résultat : les usines plient leurs portes dans le département rouge de la Seine-Saint-Denis qui se désindustrialise à toute allure.

Mais il en faut davantage pour émouvoir notre Président. Après avoir visité en hélicoptère les différentes préfectures, ce qui permet de supprimer radicalement les embouteillages, M. Pompidou a résolu en cinq sec, la crise de la région parisienne dans une allocution prononcée au siège du District de Paris. Il a annoncé que la crise de l'emploi en Seine-Saint-Denis serait résolue par le développement du secteur tertiaire... sans nous dire comment il comptait modifier l'attitude des municipalités communistes, et il a surtout expliqué la cause profonde de la dégradation de l'environnement : la pollution, les nuisances, le bruit, sont dus à « l'indiscipline du public » alors que tout est à sa portée dans la capitale, à commencer par les espaces verts ; Allons, Parisiens, un petit effort : ne klaxonnez pas aux feux rouges lorsque vous avez déjà pris le volant depuis une heure pour faire dix kilomètres. Imaginez que la fumée noire de vos usines dépose dans l'atmosphère la troublante odeur du pollen printanier et vous verrez comme vous serez heureux. Et si vous n'avez pas le temps d'aller au Bois de Boulogne, mettez-en la photographie dans votre chambre, ce sera tout comme.

Une agglomération en miettes déchirée entre les projets fantaisistes d'une technocratie anonyme et les appétits partisans de municipalités politisées, pour couronner le tour un Président régissant un Etat ubuesque dans le style d'un Joseph Prudhomme grimpé en Alphonse Allais, voilà ce que la République apporte aux Parisiens, voilà ce qu'il faut détruire d'urgence.

Jean-Pierre LEBEL.

Bombardements et incursions sporadiques, violations de frontières, se succèdent à une cadence accélérée, mais la guerre n'a pas encore été officiellement déclarée entre l'Inde et le Pakistan. Six ans après la guerre du Cachemire, cet autre abcès incurable, les deux monstres du subcontinent asiatique mobilisent de nouveau.

ÉPREUVE DE FORCE INÉVITABLE

En 1947 les Britanniques pouvaient savoir gré à l'amiral Mountbatten, le dernier vice-roi, et aux stratèges du Colonial Office, d'avoir réglé la question indienne au mieux de leurs intérêts.

L'Inde britannique, en cessant d'exister, donnait naissance à deux Etats : le Pakistan, devant regrouper théoriquement tous les pays musulmans, et l'Union Indienne. Cette « Partition », rendue politiquement obligatoire par le colonisateur, facilitait le contrôle de ce dernier sur les deux jeunes Etats. Pendant vingt ans, la partie occidentale du Pakistan, au nord-ouest de l'Inde, va régenter, exploiter et centraliser vers elle toutes les richesses de la partie orientale, peuplée de Bengalis.

Mujibur Rahman, modéré issu de la petite-bourgeoisie, personnage assez médiocre et falot, va savoir cristalliser les aspirations bengalis et, à la tête de la Ligue Awami, réclame l'autonomie.

Après l'échec du mouvement de désobéissance civique, une flambée de violences s'abat sur tout le Pakistan Oriental, comblant de joie les extrémistes des deux bords (armée, puissant groupe de pression au sein de l'Etat et les milieux d'affaires pendjabis d'un côté, maoïstes partisans de l'indépendance totale de l'autre). Le processus affrontement - répression se déroule en quelques mois. Mujibur Rahman disparaît dans la tourmente : on dit qu'il s'est fait arrêter à son domicile sans broncher. Mais il devint un symbole. C'est la récupération classique.

Personnage brouillon, insignifiant dans l'événement, finalement assez encombrant, il va devenir le héros du Bangla-Desh. Un gouvernement provisoire a été installé à Calcutta, en Inde, aussi bidon que le gouvernement républicain espagnol de Mexico. Neuf millions de réfugiés déferlent sur l'Inde. Les députés indiens clament à tue-tête : « Il faut que le Pakistan s'explique ! »

Tandis que le général Yahya Khan, nommé déjà le « Boucher du Bengale », dénonce l'ingérence indienne dans ses affaires intérieures, les rescapés de la répression crient au génocide et en appellent à l'opinion internationale.

Toutes les hypothèses sont peu réjouissantes pour les deux partis. D'abord la plus improbable : si le Mukti Bahini (armée du Bangla-Desh) l'emporte, non seu-

lement le Pakistan devient unijambiste, mais l'Inde, par contre-coup, se trouve mutilée du Bengale occidental, qui n'est pas le moindre des 17 Etats de l'Union, préservé miraculeusement par Nehru. La solidarité ethnique jouera comme elle a failli jouer dans l'affaire kurde qui mettait en jeu l'intégrité territoriale de trois pays. Seconde hypothèse : les autonomistes sont vaincus, mais le problème des réfugiés devient aussitôt mortel pour l'Inde, déjà surpeuplée. Les camps de repliés risquent de devenir, à l'instar des bidonvilles palestiniens, un merveilleux bouillon de culture pour l'agit-prop gauchiste. Enfin, dernière hypothèse : le conflit ne trouve pas de solution par les armes, la Chine, qui se tient dans une « expectative active », mettra le grappin sur cette nouvelle région, grâce aux merveilleux pions déjà disposés sur le damier, en l'occurrence, la minorité maoïste du Bangla-Desh qui pousserait à une radicalisation maxima du mouvement, élargissement inespéré de la poudrière indochinoise. De sérieux clivages idéologiques apparaissent déjà entre guérilleros.

PLEURNICHERIE INTERNATIONALE

Les bonnes âmes s'émeuvent, veulent chacune à leur tour verser l'obole du soutien au peuple bengali. Pensez donc que ces cœurs sensibles avaient déjà donné pour le Biafra. Qui songe encore aujourd'hui au génocide de la tribu Ibo ? Plus personne. Il s'agit de ne pas sombrer dans un sentimentalisme à fleur de peau qui nous ferait négliger nos propres intérêts. Ce que tout le monde oublie, c'est que derrière ces marionnettes qui s'auto-détruisent, derrière le rideau, sur la véritable scène internationale, s'agitent les Super-Grands. Pékin stimule le Pakistan, Moscou, pour la seule et unique raison de contrecarrer l'influence chinoise, s'introduit à la Nouvelle-Delhi, bastion traditionnellement anglo-saxon. Coincée entre les super-puissances, la position de la France est délicate. Il s'agirait de retrouver le bon sens et le doigté diplomatique qui firent la grandeur de la France sous nos monarques, malheureusement notre diplomatie a dévoilé sans pudeur son indélébile médiocrité depuis les « exploits » d'Aristide Briand, Georges Bonnet et consorts. Nous ne pouvons pas nous permettre de jouer aux vigiles de la Cité Universelle, aux Samaritains des affamés. Nous sommes contraints de suivre une politique réaliste, mais le sens du réel fait d'ordinaire mauvais ménage avec la charité mal placée. Attendre et voir venir, à défaut de pouvoir jouer les arbitres entre les parties, est la seule position raisonnable. Elle exclut les positions don-quistottesques pour des Bengalis que nous ne sommes pas en état d'aider.

Philippe VERGNE.

Les incidences Françaises de la crise monétaire

Après quatre mois d'incertitudes, de négociations et d'hésitations, le monde occidental semble s'être installé dans la crise monétaire. De nouvelles mesures protectionnistes sont intervenues (Danemark), aucune solution n'est en vue dans un avenir proche. M. Connally lui-même, toujours optimiste et imbu de la puissance universelle du Texas, se demande si le problème sera résolu au début de l'année prochaine. Les différents journaux et commentateurs économiques et financiers ont analysé les conséquences immédiates et à terme de la crise. Il semble cependant qu'à de rares exceptions près, les conséquences au niveau de la politique des nations au sens le plus large, aient été éludées volontairement ou non. Le problème est pourtant capital car il remet en cause la doctrine politique de ces trente dernières années fondée sur le poids économique des nations.

D'un point de vue statique, schématiquement la situation se présente ainsi : les U.S.A. exigent de tous leurs partenaires commerciaux occidentaux une réévaluation de leurs monnaies et plus particulièrement de celles du Japon et de l'Allemagne. Le Japon voit ses possibilités d'expansion aux U.S.A. stoppées et se tourne vers d'autres marchés, en particulier européens. Il observe par conséquent les décisions européennes et essentiellement celles de l'Allemagne, pour céder aux exigences américaines. Si la R.F.A. réévalue le mark, il est probable que le Japon suivra. La réciproque est vraie à une condition capitale près. D'une part l'Allemagne souffre de la concurrence japonaise, d'autre part elle fait 14 % de son commerce extérieur avec la France. Pour que l'Allemagne réévalue, il est nécessaire que le Japon et la France acceptent tous les deux de réévaluer. Or la France, pour toutes sortes de raisons et particulièrement pour ne pas perdre le bénéfice acquis par la dernière dévaluation, refuse de réévaluer le franc, bloquant ainsi les réévaluations en chaîne. La France occupe donc la position-clé du système.

L'analyse pourrait s'arrêter ici, cependant, au niveau de la recherche politique, il est nécessaire d'étudier les conséquences possibles d'une option politique. Sans faire de prospective politique aberrante, on peut envisager un certain nombre d'évolutions possibles de la situation parmi lesquelles deux sont particulièrement vraisemblables. La R.F.A. décide de réévaluer le mark malgré la position de la France. La quasi-totalité des autres pays intéressés suivront dans la voie des réévaluations. La France elle-même sera contrainte de réévaluer le franc, mais de par l'existence du double marché du franc d'un taux bien moindre que celui des pays à monnaie flottante. Sa position s'en trouvera très améliorée. Le coût des produits d'importation s'élèvera, les exportations seront moins chères, la France se trouvera ainsi dans une conjoncture de croissance très favorable. Sur le plan européen, sa position sera égale-

ment meilleure car les nouvelles positions monétaires accroîtront l'antagonisme agriculture allemande - règles de l'Europe verte, au point de rendre la compétitivité des produits agricoles allemands encore bien plus médiocre qu'elle ne l'est déjà. L'Allemagne devra donc soit briser l'Europe verte par le non-respect des règles fondamentales, soit accepter son élimination d'une bonne partie de ses marchés par les produits français. Dans une telle conjoncture, la France trouve largement son intérêt.

Si la R.F.A. refuse de réévaluer, les U.S.A. et tous les autres partenaires des U.S.A. hésiteront à le faire. Comme les U.S.A. ne pourront maintenir longtemps leur situation monétaire actuelle, ils devront tôt ou tard, d'une manière ou d'une autre, réduire la valeur du dollar. La plus grande partie des pays du système capitaliste, déçus par les parités flexibles, reviendront rapidement vers des parités fixes en relation avec l'or, peut-être par l'intermédiaire des Droits de Tirage Spéciaux. Cette position répondrait là encore parfaitement aux intérêts de la France, sans compter qu'une réévaluation du dollar, de fait ou de droit, alliée à une réduction ou à une suppression de son rôle de monnaie de réserve, rendrait plus difficile durant quelques années l'implantation de capitaux américains en France.

Ces deux hypothèses opposées ne font même pas intervenir le rôle de la France dans une éventuelle négociation où elle pourrait, de par son poids propre, infléchir supplémentairement les décisions dans

son intérêt. Hormis toute position de principe en défaveur de la politique du gouvernement français à moyen et long terme, la position française dans cette affaire a mis en valeur un fait capital que l'A.F. a affirmé depuis toujours.

Un pays d'importance économique moyenne peut opérer une politique économique indépendante conforme à son intérêt national face aux Grands, sans s'allier à une communauté d'intérêts mythique et hypothétique. En manœuvrant habilement positions et négociations et système pays fournisseurs - pays clients, la France peut à la fois garder son indépendance nationale et développer sa croissance économique.

Du point de vue de la politique à court terme, s'il est indispensable d'entretenir des relations économiques internationales particulièrement avec les pays voisins qui, pour de nombreuses raisons, constituent un marché pratique et sûr, les accords économiques du Marché Commun apparaissent une fois encore d'une façon flagrante comme totalement inefficaces et nuisibles dans les seuls moments où l'on pourrait en avoir besoin : dans les périodes de crises.

Ainsi, après avoir été dépourvue de sa causalité « défense » par l'échec de la C.E.D., l'Europe se trouve dépourvue également de la majeure partie de sa causalité « économique ». Cela apparaît très nettement dans les avis européens qui font de plus en plus état des nécessités idéologiques de la construction européenne (socialisme européen). Le mythe européen apparaît de plus en plus dans la nudité et la perversité de sa cause idéologique. Sur ce plan, il sera aussi facile à l'A.F. de l'étudier, de l'attaquer et de le détruire définitivement.

J.-Y. GOURIN.

LIPSKY, LA DROGUE ET LA PLOUTOCRATIE

La coopération entre les services de police américain et français, ainsi que le problème particulier de la présence en Israël d'un escroc notoire qui a volé des épargnants français, se rejoignent : elle montre la scandaleuse liberté laissée à des étrangers par la démocratie pour exercer une pression politique dans le cadre de leur activité professionnelle. Ce que je vais dire va faire grincer quelques dents, notamment celles des inconditionnels d'Israël ou de l'Amérique, en France ; j'ajoute que je prends mes exemples là où ils se trouvent. Notre vigilance s'exercerait de la même manière à l'encontre d'une ingérence portugaise, russe, grecque ou papoue.

La drogue, d'abord. Les Etats-Unis et leur « majorité silencieuse » commencent à avoir peur ; leur jeunesse se drogue, Sharon Tate et ses partouzes, son assassinat, font craindre une jeune génération américaine pourrie. Réaction en période électorale : « c'est la faute à l'étranger ». Nous les Bons, les Généreux, les Loyaux Américains sommes fournis en drogue par les Français. Possible. Il n'empêche que l'imbrication inhérente à la démocratie entre milieu d'affaires, sociétés affairistes et monde politique (fonctionnaire et parlementaire) donne prise au chantage : d'une affaire de droit commun (en monarchie, si les faits étaient établis, on coffrerait et on condamnerait les coupables

sans que cela ait un caractère diplomatique), on fait un incident diplomatique et l'Oncle Sam en profite pour exercer une pression scandaleuse sur notre police, notre justice et nos services de renseignements. Même si les coupables étaient démasqués et que la vérité soit celle établie à Washington, il est inadmissible :

- 1° Que cette pression puisse avoir lieu.
- 2° Que le public en soit informé au préalable.

Nous ne sommes pas le Maroc et les Etats-Unis ne sont pas les maîtres du monde.

Lipsky, maintenant : ce dernier a fort bien posé le problème : 500.000 Juifs français disposant de pouvoir financier donc politique puisque nous sommes en démocratie, peuvent se permettre d'escroquer les Français, de faire pression sur le pouvoir français (on l'a vu lors des déchainements hystériques à l'occasion de la guerre des Six jours), et de bénéficier de la double nationalité ainsi que du droit d'asile. Cette situation n'est pas tolérable car elle donne à une minorité étrangère le droit d'aliéner notre indépendance à l'égard d'un problème si complexe que celui d'Israël. Une dernière question : quel est le lien entre l'affaire Lipsky et la décision soudaine de racheter à Israël les cinquante Mirages ? Poser la question est souvent la résoudre.

Bernard LEDUC.

L'A.F. en province

N'en déplaise à des esprits chagrins, la N.A.F. n'est pas uniquement un groupement d'intellectuels parisiens. L'implantation en province, objectif prioritaire assigné par le Comité Directeur ce trimestre, après un départ un peu incertain, se poursuit grand train en ce moment. Le 16 novembre, M^e Wagner et Francis Bertin ont parlé à Rouen de la « N.A.F., Tradition et Progrès », devant une cinquantaine de personnes. Le même jour, Tours accueillait trois fois plus de monde pour trois fois moins d'habitants, afin d'écouter Yves Lemaignan,

Gérard Leclerc et Pierre Mauguin, dont la première causerie a été vivement appréciée. Le lendemain, Gérard Leclerc parlait de la « Crise de civilisation » devant une centaine de Nantais.

Ces trois réunions ont été un succès, non pas tant par le nombre d'auditeurs — fatalement plus restreint qu'il y a quarante ans à cause du rôle de la Télévision — que par l'intensité et la qualité des débats qui ont suivi les exposés et auxquels ont participé de nombreux étrangers à la N.A.F. Ainsi nous

arrivons maintenant à attirer l'intérêt de milieux que nous n'avions pu jusqu'ici toucher. A condition que nous évitions de nous replier sur nous-mêmes, ce mouvement est appelé à s'intensifier et toutes les actions devraient s'inspirer de l'initiative intelligente de l'Institut de Politique Nationale de Grenoble qui a commencé à organiser des colloques réunissant militants d'A.F. et personnalités extérieures.

Le mois de décembre, avec l'accélération du rythme des conférences, doit nous permettre de recruter de nouveaux adhérents, de nouveaux abonnés, et de faire connaître mieux notre mouvement.

Tous au travail et bonne chance !

Marc BEAUCHAMP.

RÉUNIONS ET CONFÉRENCES

PARIS XVIII^e - IX^e

Conférence d'Arnaud Fabre : « La N.A.F. face à la régionalisation ». Le mardi 30 novembre à 21 heures, café « Le Carrefour » (salle réservée), 99, rue Orderer.

BORDEAUX

Jeu de 17 h 30 à 18 h 30 (permanence), et de 21 heures à 22 h 30 (cercle), Café Français, place Peyberland.

Pour tous renseignements, écrire à J.-J. Boisserolle, B.P. 37, 33 - Bordeaux (or).

CHARLEVILLE-MÉZIÈRES

Reprise des activités, prendre contact pour les permanences avec J.-P. Helluy, 34, rue Porte-de-Boulogne, 08 - Charleville-Mézières.

CHARENTE

Vendredi 10 décembre, conférence de Gérard Leclerc : « La N.A.F., tradition et progrès ». Salle Philharmonique, place de la Gendarmerie à Angoulême, à 21 heures.

Pour toute correspondance : Ph. Thomas, B.P. 242, 16 - Angoulême-Nouvelle.

PARIS XIV^e

Permanence tous les mercredis de 19 à 21 heures, Café Lakanal, angle avenue René-Coty et place Denfert-Rochereau (métro : Denfert-Rochereau).

PARIS XV^e

Permanence tous les vendredis à partir de 21 heures, au Café des Sports, 25, rue Alain-Chartier, salle du sous-sol (métro : Convention).

F.R.D.S.

Conférence du Professeur Boucher sur « l'action culturelle », à 21 heures, mercredi 1^{er} décembre, 4, square des Postes, dans le cadre des réunions de l'I.P.N. grenoblois.

PARIS NORD-EST

Permanence tous les mardis à partir de 21 heures, au café « La Mandoline », 2, avenue Secrétan (métro : Jean-Jaurès).

92 - SUD

(Bourg-la-Reine - Sceaux - Antony)

Etudiants et lycéens, cercle le jeudi 18 heures et permanence à 19 heures, au café Concordet (5 minutes de la gare à Bourg-la-Reine).

HAUTE-VIENNE

Permanence tous les mardis de 16 à 19 heures, au nouveau local : « Centre Turgot », 43, cours Bugraud, 87 - Limoges.

SARTHE

Le samedi 27 novembre, à 15 h 30, inauguration de la permanence 5, rue Saint-Pavin de la Cité Vieux-Mans, sous la présidence de Pierre Mauguin, président des Etudiants d'A.F. de Tours.

MARSEILLE

Permanence tous les jeudis de 19 à 20 heures, au café « Le Petit Duc », 142, La Canebière, Marseille (1^{er}).

RENNES

Permanence étudiants tous les jeudis à 16 heures, au local, 16, rue de Châteaudun (sous le porche).

AIX-EN-PROVENCE

Conférence de Gérard Leclerc et Yves Lemaignan : « La Nouvelle Action Française, tradition et progrès ». Mercredi 1^{er} décembre, salle du Cintra (face au Casino), à 20 h 30.

ORLÉANS

Conférence d'Arnaud Fabre de Rieu-nègre, rédacteur en chef de la *Nouvelle Action Française*, et Patrice Bertin : « La Nouvelle Action Française, tradition et progrès ». Le 15 décembre, salle Hardouineau, mairie d'Orléans, à 21 heures.

AIX-EN-PROVENCE

Cercle lycéens : tous les vendredis de 16 heures à 18 heures, chez Olivier

Girard, 26, rue Venel, 13 - Aix.

Etudiants : tous les jeudis de 20 h 30 à 22 heures, chez Antoine Daurin, rue Papassandi, 13 - Aix.

TOULON

Jeu de 2 décembre, conférence de Gérard Leclerc et Francis Bertin : « La N.A.F., tradition et progrès ». Café Maillol (sur le port), à 17 heures.

PARIS VII^e

Conférence d'Arnaud Fabre de Rieu-nègre : « La Nouvelle Action Française face à la région », le vendredi 26 novembre, Café des Invalides, angle des boulevards de La Motte-Picquet et de La Tour-Maubourg.

RENNES

16 décembre : conférence de M^e G.-P. Wagner, président du Comité directeur de l'A.F. « La Nouvelle Action Française : Tradition et Progrès ».

TOULOUSE

Réunion de rentrée le 27 novembre à 16 h 30, dans les salons du Grand Hôtel, 31, rue de Metz, sous la présidence de Jean Toubanc, membre du Comité Directeur de l'Action Française, responsable national de la propagande.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Restauration nationale

édité par S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs,
Paris-1^{er} - Tél. 742-21-93

Abonnement 35 francs.
C.G.P. NAF, Paris 642-31

Directeur de la publication :
YVAN AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e

Eugène Ionesco ou la passion du temps présent

« La Cantatrice chauve » tient l'affiche depuis quinze ans au Théâtre de la Huchette. On ne raconte pas « La Cantatrice chauve » : silences, monologues, discussions animées, proclamation de vérités grinçantes du genre « on ne fait pas briller ses lunettes avec du cirage », le rythme s'accélère progressivement, les affirmations deviennent de plus en plus gratuites (« le yaourt est excellent pour l'estomac, les reins, l'appendicite et l'apothéose »), les phrases éclatent, les mots explosent... La signification n'échappe cependant pas au réel : si le comique devient tragique, si le langage se désagrège, si toutes les pseudo-vérités fondamentales se sont écroulées au fil de la pièce, ce n'est pas un hasard. Toutes les idéologies sur lesquelles nous nous appuyons sont factices et « génératrices d'absurde ». C'est la grande leçon de Ionesco.

Si l'Avant-garde a comme critère cardinal de s'affirmer dans la contestation anarchique et l'obscurité complaisante, Ionesco, de par ce qu'il nous offre de curiosité motivée et d'audace raisonnable, est un auteur rétrograde. Si l'Avant-garde signifie théâtre d'auteur en liberté, Ionesco a une position d'éclaircisseur de pointe.

La « première » de « La Cantatrice chauve » a lieu en 1950 au Théâtre des Noctambules devant des fauteuils vides. Les rares critiques — J. Lemarchand, A. Salacrou — qui retiennent cette éclosion, sont unanimes pour reconnaître que cette provocation est sympathique. C'est le point de départ d'une extraordinaire aventure théâtrale, d'une mystification sans précédent aux dépens de tous ceux qui cultivent l'idéologie.

« RHINOCÉROS »

En 1954, à l'époque de la création d'« Amédée ou comment s'en débarrasser », Bernard Dort recommande à Ionesco et à son ami Arthur Adamov de rejoindre l'école brechtienne.

L'appel du conseiller restera lettre morte. « Rhinocéros » met les choses définitivement au point, faisant tomber en pâmoison tous ceux qui, au nom de « La Cantatrice chauve », ont cru à une quelconque récupération. Poirot-Delpech accuse Ionesco d'être tombé, chemin faisant, dans « la banalité de l'insolite et dans le symbolisme prédictant ». Quant aux détracteurs de la première heure, ils montrent désormais patte blanche et ne cachent pas leur satisfaction devant cette « œuvre dense, humaine, bien écrite ». J.-J. Gautier compare Ionesco à Shakespeare dans une merveilleuse envolée lyrique. Le Théâtre n'est pas mort avec Porto-Riche et Henry Bernstein. Ils ont tort de pavoiser.

« Rhinocéros », c'est le refus de Bérenger d'adhérer à l'idéologie dominante, de pénétrer dans le monde du « on », c'est le refus de faire sien le credo de ses concitoyens médusés, c'est le refus de l'abdication totale. Si le point de départ est historique : la montée du fascisme en Roumanie, il n'est jamais fait allusion à cet événement ou à l'actualité. Les angoisses sont intemporelles, ce qui n'empêche que la tonalité des situations est historique. Historique, politique surtout lorsque l'on s'aperçoit que Ionesco a ouvert le procès de l'idéologie démocratique. Son couperet n'épargne personne, aucun totalitarisme, qu'il soit de droite

ou de gauche. Que les manipulateurs de la société bureau-technocratique ne se rassurent pas trop vite, la « rhinocrite » est une épidémie qui a aussi cours dans leur « société nouvelle » faussement aseptisée.

THÉÂTRE A MESSAGE ?

Bien sûr, mais pas du tout le message que les neurasthéniques de la gauche, ou que les faisans de la droite, attendaient. Ionesco n'a pas sacrifié à leurs molochs idéologiques. Ionesco fait fi des idéologies, il les méprise souverainement. Pourquoi se pencher sur le provisoire, le tangible ou le périssable, alors que l'immense reste à accomplir. Cet immense, c'est le « donner permanent de l'Homme », ce qu'il y a en lui d'éternel. Ionesco écrit que ce qui l'intéresse chez Shakespeare, c'est la passion de Hamlet, de Macbeth ou du roi Lear, ce ne sont pas les idées philosophiques du dramaturge anglais. L'écrivain de théâtre doit faire œuvre de théâtre de même que Phidias et Callicratès en construisant le Parthénon ou

que les maîtres de l'ikonapis russe firent d'abord œuvre d'art. C'est, en matière théâtrale, le « théâtre pur ».

Si Beckett et Audiberti rassurent maintenant les préoccupés nombriliques et les représentants grassouillants de cette société exécrée, sous les ors des théâtres subventionnés, Ionesco, lui, n'a pas perdu de sa fougue, son œuvre ne se dément jamais et suit une continuité extrême. Dénonciation d'une société, dénonciation de la tyrannie des idéologies, oui assurément, mais Ionesco ne se contente pas de jouer à l'anarchiste sympathique et brouillon, il proclame bien haut que si l'Homme veut sortir de ce cloaque, il doit s'efforcer de retrouver les « valeurs d'humanité » perdues, ni plus ni moins les valeurs traditionnelles, de partir à la découverte de son héritage. Ce n'est pas une affirmation gratuite de dire que Ionesco est plus proche de Maurras que des existentialistes angoissés de l'après-guerre.

P. BERNSTEIN.

A.F. : Groupes de recherches

L'économie n'est pas, comme on aime à le répéter, un domaine tel que l'art ou la littérature, où il est possible de professer n'importe quelle opinion, pourvu qu'elle ait un minimum de cohérence, et pourvu que l'on s'accorde sur l'essentiel du politique. Cette optique est radicalement fautive. Notre tâche est en fait d'élargir, progressivement et minutieusement, le domaine de l'accord fondamental à des champs d'action de plus en plus vastes. Naturellement, les goûts et les couleurs ne se discutent pas : il ne saurait être question d'aboutir à une quelconque dictature intellectuelle en ces domaines. Mais on ne me fera jamais admettre que la gestion des services publics, par exemple, peut être traitée de la même façon. Il s'agit d'un problème fondamental auquel l'empirisme organisateur doit fournir une solution apte à mettre d'accord tous les maurrassiens.

L'A.F. n'était pas, au début, royaliste. L'attente portait seulement sur la nécessité de ne penser qu'au bien de la seule France. Ses membres décidèrent de chercher quel en serait le moyen. Et ils firent serment d'oublier leurs préjugés, de construire ensemble, pas à pas, le modèle qui serait le leur ; et pour cela, de se rallier sans conditions, au fur et à mesure, à tout élément qui leur apparaîtrait conforme à la raison et au bien commun, en commençant par le commencement. Bref, à n'admettre que des vérités unes et définitives. Il en est sorti la Monarchie, système si novateur que les royalistes d'alors boudèrent longtemps l'A.F. et sa « nouvelle » Monarchie.

Nous en sommes au même point ; même conscience d'avoir à construire, avec la même méthode, un modèle dont nous ne savons pas à l'avance de quoi il aura l'air.

Commencer un tel travail, avec les moyens du bord, semble quelque peu chimérique. En fait, notre but sera de déterminer exactement

les limites de la technique pur, au-delà duquel il suffira de se référer aux ouvrages classiques. On peut cependant penser que cette frontière sera plus éloignée que prévu. Nous n'ambitionnons pas de nous substituer en tous points aux directives de la rue de Rivoli ; notre but sera atteint lorsque nous aurons coupé le nœud gordien des querelles épistémologiques actuelles, établi la vraie place de l'économie dans la société future, et décrit les motivations d'un pouvoir contre-révolutionnaire en ce domaine.

L'élaboration de cet édifice mobilisera du temps et des énergies. Aussi ses étapes successives devront-elles s'intégrer dans notre action stratégique et la soutenir. L'organisation en sera définie prochainement ; trois phases sont prévues, étant entendu que les deux premières devront être réalisées en une année universitaire environ chacune.

Dans un premier temps, il nous faudra définir avec précision l'objet étudié, ses relations avec les sciences connexes, les conceptualisations implicites qu'il contient généralement. Cette mise en place comprendra également un panorama critique et politique des diverses théories en présence, et ceci en rapport avec les conditions exogènes qui ont présidé à leurs éventuelles tentatives d'application.

Dans un second temps, il faudra faire table rase de tout ce qui existe, en rédigeant des contre-cours appropriés qui montreront l'envers du décor de toute assertion économique.

C'est alors que pourra démarrer la véritable construction. Après deux ans, nous aurons suffisamment de militants formés d'une part, et nous aurons assez de spécialistes de l'économie qui se seront joints à nous d'autre part, pour entreprendre de tracer cette fameuse « troisième voie » qui ne devra peut-être pas plus à Keynes ou à Pinay qu'à Marx ou Bakounine, et ne sera sûrement pas un bégaînement satisfait des principes de La Tour du Pin, lequel valait d'ailleurs bien mieux que ce que ses « disciples » modernes(?) en ont fait.

Philippe-Henri DUROCHER.